

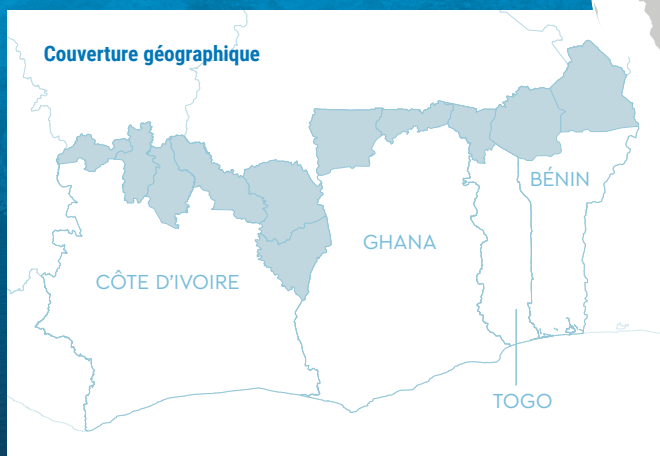
OUTIL DE VEILLE MULTIRISQUES POUR LES PAYS CÔTIERS D'AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin - Côte d'Ivoire - Ghana - Togo
Au 31 juillet 2024

Informations clés sur l'évolution du contexte (juin - juillet 2024)

En juin et juillet 2024, le nombre d'épisodes violents dans les zones couvertes a augmenté de 18% par rapport à la période avril-mai. Le Bénin a encore enregistré le nombre le plus élevé d'incidents, avec une prédominance des attaques contre les civils.

- Au **Bénin**, la frontière avec le Niger est restée fermée du côté nigérien pendant la période considérée, affectant la circulation des marchandises entre les deux pays, y compris l'assistance humanitaire, et perturbant les marchés. Des routes via le Nigeria sont ouvertes pour contourner ce blocage. Dans ce contexte, début juin, les autorités nigériennes ont annoncé la fermeture des vannes d'écoulement du pétrole brut nigérien vers le port béninois de Sèmè-Kpodji. Par ailleurs, des attaques meurtrières ont tué au moins 19 soldats et gardes forestiers en juin et juillet dans le nord du Bénin. Le 4 juin, une embuscade tendue par un groupe armé dans le Parc National de la Pendjari, dans le nord-ouest du pays, a entraîné la mort de sept soldats béninois. Entre le 24 et le 25 juillet, une attaque dans le Parc National du W a fait 12 morts. Parmi les victimes figuraient cinq gardes forestiers et sept membres des forces armées béninoises.
- Le **Togo** a signé en juillet un accord de 298 millions de dollars avec la Banque mondiale pour améliorer la prestation de services et la cohésion sociale, en particulier dans le Nord. Le 19 juillet, le Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé un prêt de plus de 26 millions de dollars pour développer des secteurs agricoles clés au Togo et offrir des opportunités aux jeunes et aux femmes des régions de la Kara et des Savanes, dans le nord du Togo. Le Programme alimentaire mondial a obtenu un financement de 2 millions de dollars de l'USAID pour soutenir l'aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence dans le nord du Togo. Cette aide bénéficiera à 63 440 personnes, y compris des réfugiés, des personnes déplacées internes et des populations locales dans la région des Savanes, gravement touchée par les répercussions de la crise sahélienne. Par ailleurs, les autorités togolaises ont lancé le programme "Réponse aux besoins urgents des enfants, adolescents et familles vulnérables dans le nord du Togo", soutenu par le Japon et l'UNICEF. Financée par le gouvernement japonais à hauteur de 1,96 millions de dollars, l'initiative d'un an couvre les secteurs de l'eau et de l'assainissement, la santé, la nutrition, l'éducation, la protection de l'enfance, l'inclusion sociale et les articles non alimentaires.
- En **Côte d'Ivoire**, aucun incident violent n'a été rapporté pendant la période juin-juillet.
- Le **Ghana** a enregistré un incident violent durant la période de juin à juillet, non lié à des activités de groupes armés non-étatiques. L'impact de la sécheresse sur la population est inquiétante au Ghana.



Régions administratives

Bénin : Atacora, Alibori

Côte d'Ivoire : Folon, Bagoue, Poro, Tchologo, Bounkani, Gontougou

Ghana : Upper West, Upper East

Togo : Savanes

Chiffres clés* (janvier 2021 - juillet 2024)

	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo
# de troubles sociaux	196	23	20	16
# d'incidents violents	394	28	53	48
Population à risque sur population totale	1,9M /11,9M (16%)	2,9M /22,9M (11%)	2,1M /29,3M (7%)	1,0M /7,9M (13%)

* Comprend les régions administratives suivantes : Alibori, Atacora au Bénin ; Folon, Bagoue, Poro, Tchologo, Bounkani, Gontougou en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo.



Mouvements de population : Entre mai et juillet 2024, le nombre estimé de réfugiés et demandeurs d'asile dans les pays côtiers est passé de 127 462 à 133 501, surtout en Côte d'Ivoire avec plus de 4 500 nouvelles arrivées. Le nombre total de réfugiés enregistrés a atteint 93 488, en hausse par rapport à 87 304 en mai, avec une forte augmentation en Côte d'Ivoire, tandis que les chiffres restent stables au Togo, Bénin et Ghana.



Couverture Végétale : La période de juin à juillet 2024 correspond à la saison des pluies sur l'ensemble de la zone couverte, ce qui explique les zones d'absence de données en raison de l'importante couverture nuageuse. Toutefois, l'anomalie de couverture végétale, incluant la végétation verte et sèche, est légèrement positive par rapport à la moyenne des 23 dernières années.

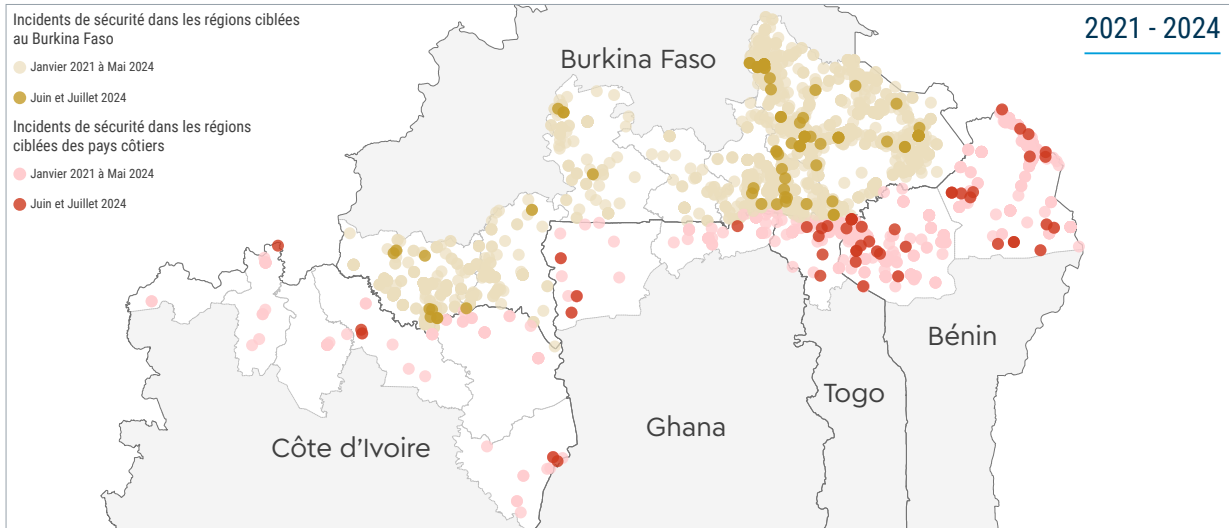


Violence Basée sur le Genre : La crise sécuritaire au Sahel central pousse des milliers de déplacés vers les pays côtiers. Au Bénin et Ghana, elle exacerbe les tensions sur les ressources et augmente les risques de violences basées sur le genre (VBG) pour les femmes et filles. Dans les deux pays, elles sont exposées à des agressions, mariages forcés et conditions de vie précaires, tandis que l'accès aux services de santé et de protection reste insuffisant. Malgré des efforts humanitaires, les défis liés à la coordination et au financement persistent.

Évolution des incidents sécuritaires¹

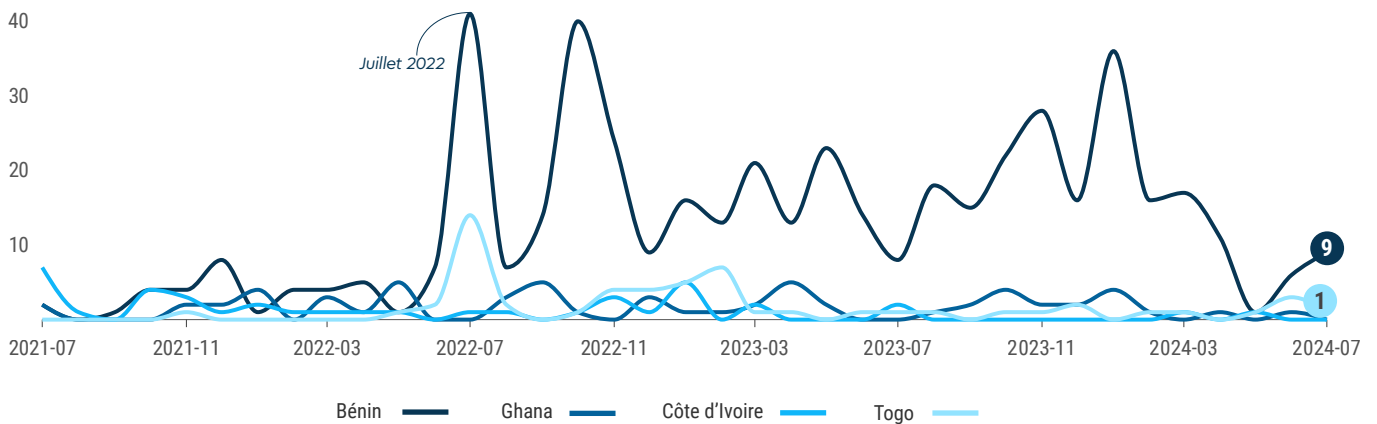
Entre janvier 2021 et juillet 2024, 778 incidents, incluant 255 troubles sociaux et 523 épisodes violents ont été enregistrés dans les régions du nord du Bénin, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Togo.

Entre juin et juillet, le nombre d'épisodes violents a augmenté de 18% par rapport à la période avril – mai. Le Bénin enregistre encore le nombre le plus élevé d'incidents, avec une prédominance des attaques contre les civils et des affrontements entre groupes armés non-étatiques et forces de sécurité. Au Togo, une augmentation du nombre d'incidents violents opposant les forces de sécurité aux groupes armés non-étatiques est observée. Le Ghana enregistre un seul incident sans lien apparent avec les groupes armés non-étatiques tandis qu'en Côte d'Ivoire, aucun incident n'a été rapporté au cours de la période juin – juillet.

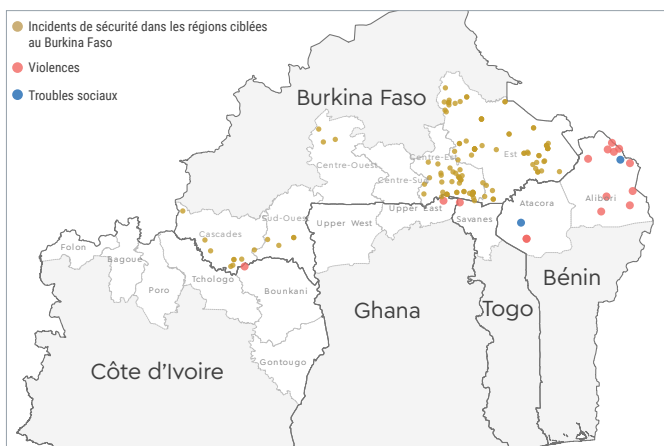


¹ Source de données sur les incidents sécuritaires : ACLED. Analyse par ACAPS.

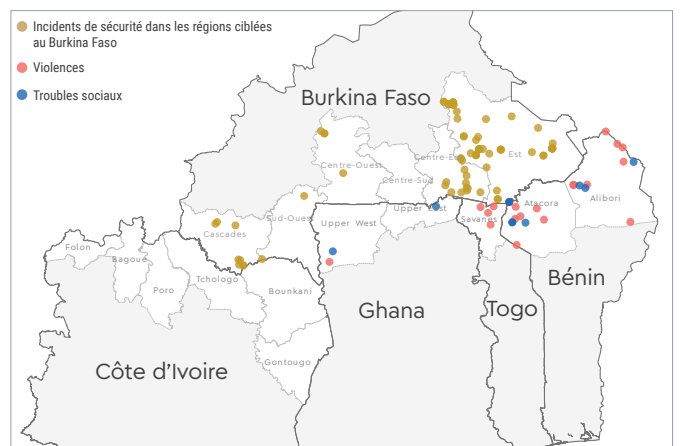
Evolution des incidents violents par pays



Avril et mai 2024



Juin et juillet 2024



Insécurité

Cette section examine l'évolution des incidents sécuritaires dans les pays côtiers pour la période juin et juillet 2024, comparée à la situation précédente. Les termes de «troubles sociaux» et «violences» servent à distinguer d'un côté les manifestations, soulèvements populaires et incidents impliquant les forces de l'ordre, défis

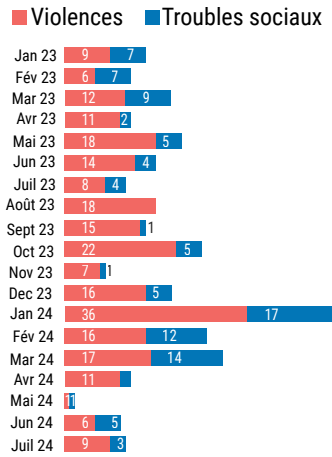
Bénin

Au cours de la période juin – juillet, 15 incidents sécuritaires ont été rapportés dans les régions nord du Bénin. Ces incidents constitués de enlèvements et d'attaques contre les civils sont attribués pour la plupart aux groupes armés non-étatiques.

La légère augmentation du nombre d'incidents sécuritaires par rapport à avril – mai reflète l'intensification des attaques du principal groupe armé non-étatique actif à Alibori et Atacora, contre les forces de sécurité. Au moins 19 militaires et gardes forestiers ont été tués dans des attaques au cours de la période juin – juillet.

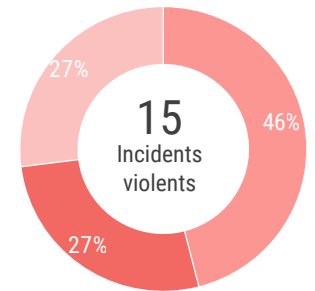
sociétaux et de l'autre côté des événements violents tels qu'attaques de groupes armés, conflits communautaires ou enlèvements.

Évolution des incidents sécuritaires



Violences par type

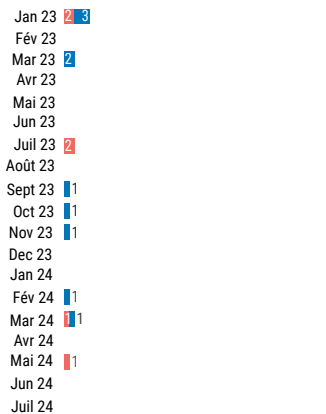
juin et juillet



Côte d'Ivoire

Au nord-est de la Côte d'Ivoire, aucun incident violent n'a été noté durant la période juin – juillet. L'absence d'incidents sécuritaires semble confirmer la tendance observée au cours des périodes février – mars et avril – mai, durant lesquelles un seul incident avait été rapporté, dans chaque cas.

Évolution des incidents sécuritaires



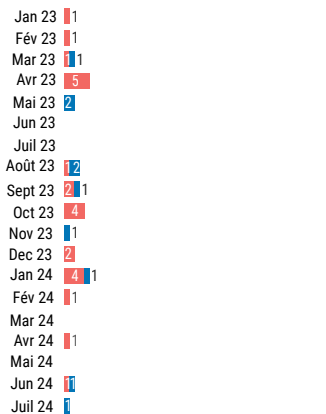
juin et juillet



Ghana

Le Ghana a enregistré un incident violent durant la période juin et juillet, comme lors des périodes février – mars et avril – mai. Cependant, l'événement est sans lien apparent avec des groupes armés non-étatiques. Il s'agit d'affrontements entre deux communautés, causant la mort d'au moins trois personnes.

Évolution des incidents sécuritaires



juin et juillet



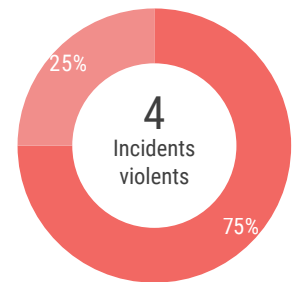
Togo

Dans la période juin – juillet, 4 incidents sécuritaires ont été enregistrés dans le nord du Togo, contre un seul incident durant avril – mai. Même si des périodes ont déjà enregistré des nombres d'incidents plus élevés depuis 2021, il s'agit du total le plus important depuis février – mars 2023. La plupart des incidents enregistrés entre juin et juillet 2024 sont des affrontements entre le principal groupe armé actif dans la région et les forces de sécurité.

■ Violences ■ Troubles sociaux

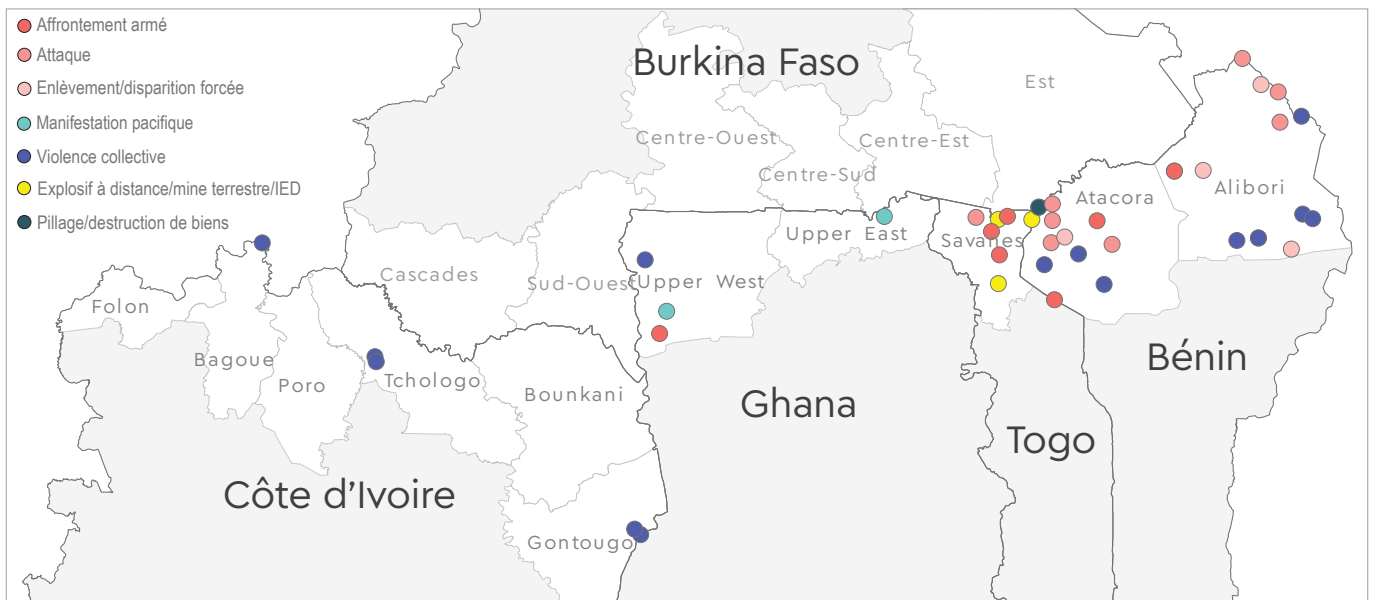
Jan 23	4	1
Fév 23	6	1
Mar 23	1	
Avr 23	1	
Mai 23		
Jun 23	1	
Juil 23	1	1
Août 23	1	
Sept 23		
Oct 23	1	
Nov 23	2	
Dec 23	2	
Jan 24	1	1
Fév 24	1	
Mar 24	1	1
Avr 24		
Mai 24	1	
Jun 24	3	
Juil 24	1	

juin et juillet



- Affrontement armé (3)
- Attaque (1)

Incidents sécuritaires par type en juin et juillet 2024



Dynamiques de déplacement

Déplacements internes² (Pas de changement depuis la dernière période de rapportage)

Au **Bénin**, un total de **12 501** personnes déplacées internes (PDI) ont été identifiées par un exercice de la Matrice de suivi des déplacements de l'Organisation internationale pour les migrations (DTM) tenu en février 2024. Parmi ces derniers, 37% d'enfants ont été recensés.

La DTM a fait état de **18 429** individus déplacés internes dans la région des Savanes au **Togo** à la suite d'une collecte de données ayant pris place entre les mois de juin et de juillet 2023. Ceci correspond à une estimation d'un total de **4 206** ménages déplacés.

Le 21 avril 2023, un total de **3 158** PDI étaient rapportés par le Service de l'Immigration du **Ghana**, les populations se trouvant dans les régions de Zebilla (802 PDI), de Pulmakom (255 PDI) et de Bawku/Missiga (2 131 PDI) au nord du pays.

Au 31 janvier 2024, en **Côte d'Ivoire**, aucun déplacement interne de la population n'a été enregistré de manière officielle par les autorités.

Nombre de PDI par pays

Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo	Total
12 501	0	3 158	18 429	34 088

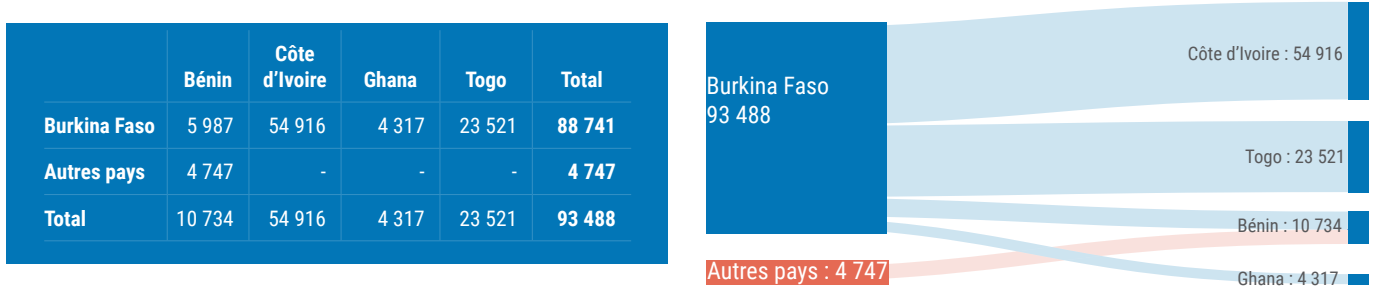
² Analyse et données de référence mises à disposition par le bureau régional de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Réfugiés³

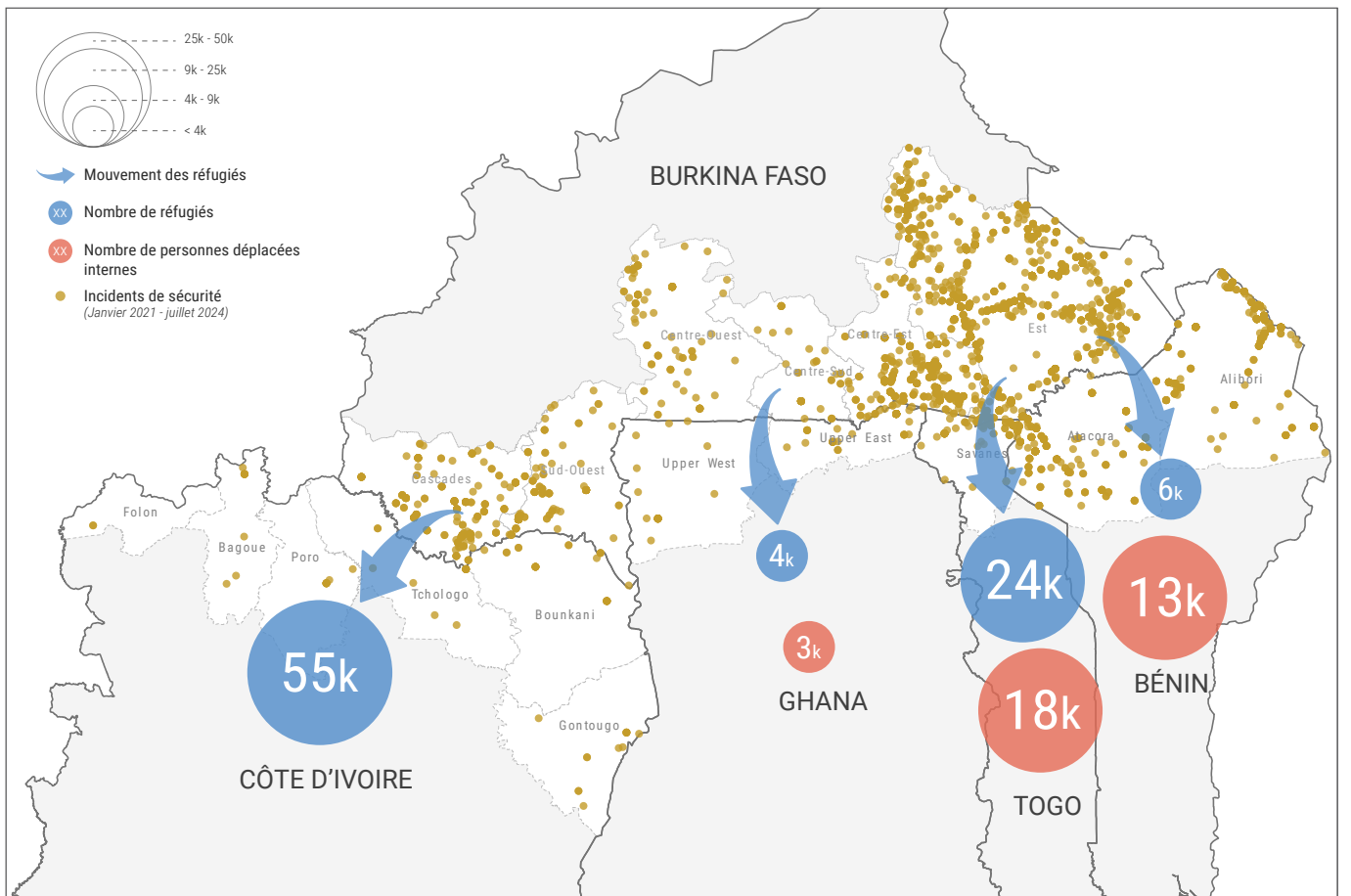
Le nombre d'arrivées estimées de réfugiés et demandeurs d'asile dans les pays côtiers à la fin juillet 2024 était de 133 501 individus, contre 127 462 individus estimés à la fin mai 2024. Cette augmentation du nombre d'arrivées en provenance principalement du Burkina Faso est majoritairement observée en Côte d'Ivoire ou plus de 4 500 nouvelles arrivées ont été observées lors de la période de rapportage. Pour ce qui est des chiffres d'enregistrement, les données sur la période juin-juillet reflètent cette tendance à la hausse dans le nombre de réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés dans le nord des pays côtiers.

Au 31 juillet 2024, le nombre total de réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés par les gouvernements respectifs et le HCR était de **93 488** individus, comparé à **87 304** enregistrés au 31 mai. Alors que le nombre de réfugiés et demandeurs d'asile Burkinabè enregistrés au Togo, Bénin et Ghana n'a que très peu évolué lors de la période de rapport, la Côte d'Ivoire continue d'observer une augmentation du nombre de demandeurs d'asile enregistrés, passant de **49 723** individus à la fin mai à **54 916** à la fin juillet 2024.

Provenance des réfugiés et des demandeurs d'asile au 31 juillet



Répartition des réfugiés venant du Burkina Faso et personnes déplacées internes dans les pays côtiers



³ Analyse et données de référence mises à disposition par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Anomalies de la production de biomasse⁴

Cette période de juin à juillet 2024 correspond à la saison pluvieuse sur l'ensemble de la zone couverte. Ce qui explique les zones d'absence de données dues à l'importante couverture nuageuse. Toutefois, l'anomalie de couverture végétale, incluant la végétation verte et la végétation sèche, est légèrement positive en comparaison avec la moyenne sur les 23 dernières années.

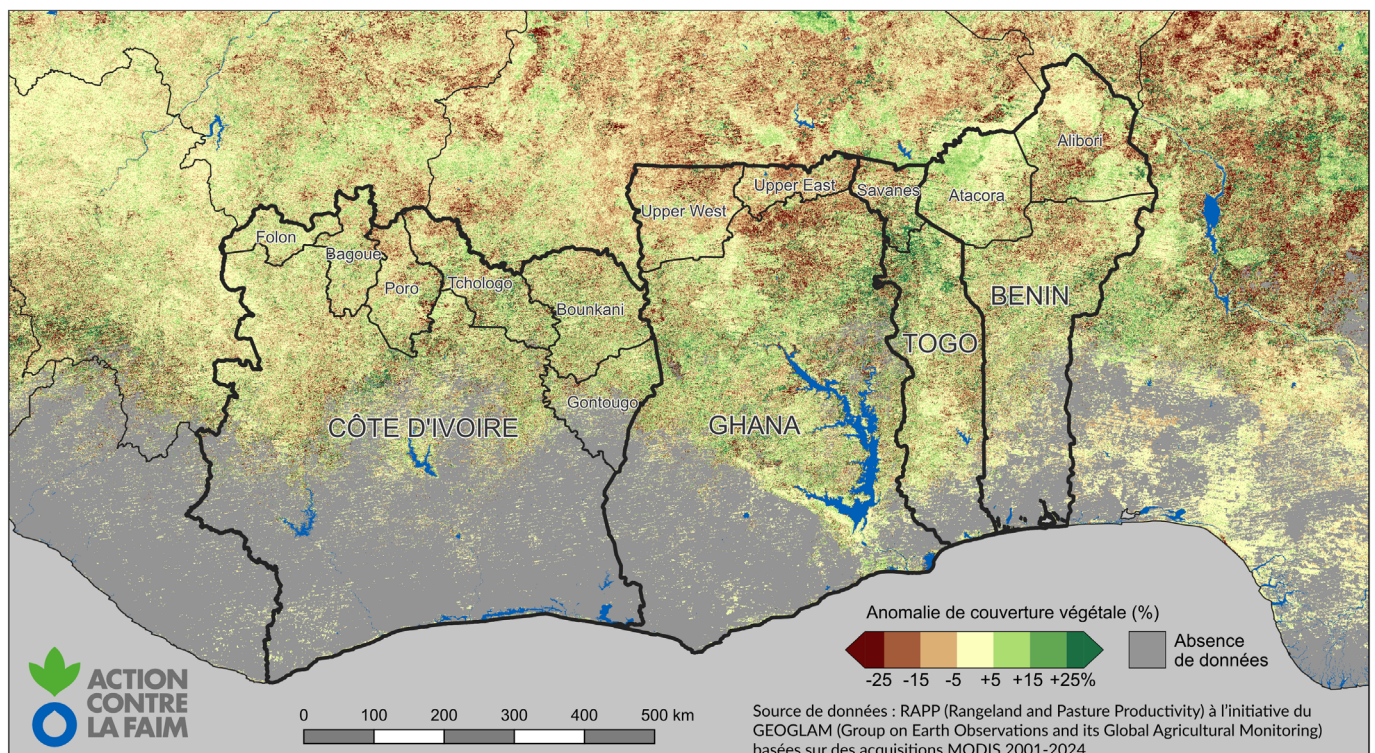
Sur l'ensemble des unités administratives suivies, les variations du couvert végétal enregistrées sont faibles. La Côte d'Ivoire présente les anomalies positives les plus importantes notamment à Gontougo avec +2,66% alors qu'au Ghana les anomalies sont négatives plus singulièrement à Upper East avec une anomalie de -3,93%.

Cette période correspond à celle de forte croissance de la végétation avec une faible pression du bétail sur les ressources. Ainsi, durant cette période de l'année, ces anomalies ont des impacts peu

significatifs sur les communautés à l'exception des agriculteurs qui ont vu leurs cultures en pâtir. Toutefois, ces productions auront un impact en saison sèche à venir. Au cours de cette période, conformément à l'évolution normale, les ressources diminueront dans les pays du Sahel, poussant les communautés pastorales à pratiquer la transhumance vers les zones nord des pays côtiers. Cependant, cette transhumance est de plus en plus entravée par les restrictions à la mobilité, dues au contexte sécuritaire, ainsi qu'à la diminution des ressources provoquée par la dégradation des écosystèmes.

Tous les détails sur l'analyse sont disponibles sur : sigsahel.info

Anomalie de couverture végétale photoactive et non-photoactive juin - juillet 2024



⁴ Analyse et données de référence mises à disposition par l'Action Contre la Faim (ACF).

Analyse des violences basées sur le genre⁵

Bénin⁶

La persistance de la crise sécuritaire dans le Sahel central, notamment au Burkina Faso, continue d'entraîner des déplacements massifs vers le Bénin, exacerbant les tensions sur les ressources limitées des communautés hôtes et augmentant les risques de violences basées sur le genre (VBG) pour les femmes et filles parmi les populations déplacées. Les attaques de groupes armés non identifiés dans les zones frontalières ont accentué l'insécurité, exposant particulièrement les femmes et les filles aux agressions physiques, aux viols et aux mariages forcés. Le manque d'accès aux services de santé de base, aggravé par la malnutrition et les conditions de vie précaires dans les camps de réfugiés, renforce leur vulnérabilité. Les insuffisances en matière de protection et de soutien psychosocial limitent l'aide aux survivantes de VBG. La pression sur les ressources locales, y compris l'eau et les installations sanitaires, entraîne des pratiques dangereuses comme la défécation en plein air, augmentant les risques de violences.

Ghana⁷

La crise sécuritaire au Sahel central, notamment au Burkina Faso et au Mali, ont significativement accru les facteurs de risque de VBG au Ghana, en particulier dans les régions du nord. L'afflux de plus de 8000 demandeurs d'asile dans les régions de l'Upper East et de l'Upper West a exacerbé les tensions communautaires et les vulnérabilités des femmes et des enfants. Les centres d'accueil, tels que ceux de Tarikom et Zini, ont signalé plusieurs incidents de VBG, incluant des abus verbaux et des cas de travail des enfants. Les conditions de vie précaires, l'insécurité alimentaire, et le manque de ressources adéquates ont aggravé la situation de précarité, augmentant le recours des femmes et des filles aux stratégies de survie risquées, telles que le sexe forcé pour la survie ou le mariage précoce et forcé pour des raisons économiques. Les interventions humanitaires ont inclus des sessions de sensibilisation aux VBG et la mise en place de mécanismes de protection, mais les défis liés à la coordination, au financement, et au manque de matériel de sensibilisation demeurent critiques.

⁵ Analyse et données de référence mises à disposition par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

⁶ Source des données : rapport d'évaluation multisectorielle des besoins V3

⁷ Source de données : UNFPA GHANA REPORT, GBVIMS



GROUPE RÉGIONAL D'ANALYSE INTERSECTORIELLE

Le GRANIT a été conçu en 2021 à Dakar à l'initiative du Bureau des Nations Unies pour la Coordination Humanitaire (OCHA), l'OIM et REACH, avec l'appui des Groupes Sectoriels Régionaux, des agences du système des Nations Unies et d'organisations non-gouvernementales.

Le GRANIT cherche à créer un forum d'experts techniques et gestionnaires de l'information afin d'ouvrir la voie à une approche analytique régionale, holistique et intersectorielle pour informer les phases de préparation et de réponse aux crises.

Méthodologie

L'outil de veille vise à assurer le suivi de l'évolution de la situation dans les pays ciblés avec une approche multirisques.

Pour ce faire, 15 indicateurs ont été sélectionnés par le groupe régional d'experts en préparation et réponse aux urgences et les membres du GRANIT.

L'évaluation de la situation est élaborée par le groupe d'experts qui collaborent au GRANIT.

La qualité de l'analyse est influencée par la complétude des données/informations disponibles.

La fréquence de mise à jour est bimestrielle. Un découpage de la zone frontalière des pays (Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo) a été effectué pour réduire la zone d'étude.

Pistes de réflexion proposées

- i. Assurer un suivi régulier de l'évolution de la situation sécuritaire dans les zones au sud du Burkina Faso et les zones nord des pays côtiers, tout le long des frontières.
- ii. Améliorer l'analyse et la désaggrégation des incidents sécuritaires, avoir une meilleure lecture des dynamiques internes dans les pays côtiers et mieux orienter les activités de veille et les décisions autour de la préparation et la réponse aux urgences.
- iii. Approfondir l'analyse des liens entre les anomalies négatives de biomasse dans les pays du Sahel central et les fréquences des conflits / conflits fonciers dans les pays côtiers.
- iv. Assurer un suivi régulier des mouvements de populations dans les pays ciblés.
- v. Compléter la collecte des données, pour renseigner les autres indicateurs sélectionnés pour l'outil de veille multirisques afin d'avoir une meilleure visibilité sur l'évolution du contexte.

Information sur les indicateurs

Ces indicateurs font référence à la méthodologie de veille élaborée par les experts sectoriels et les membres du GRANIT. Il est à souligner que seuls trois des 15 indicateurs présentés ci-dessous sont pris en compte dans ce rapport. L'ambition du GRANIT est de pouvoir inclure une analyse fondée sur l'ensemble des indicateurs dans les rapports à venir, selon la disponibilité des données.

Réfugiés

Thématique : 1.a Mouvement des populations

Source : UNHCR Data portal

Pays disponibles : Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana

Variables à suivre : Tous les réfugiés

Personnes déplacées internes (PDI)

Thématique : 1.a Mouvement des populations

Secteur : Protection

Indicateur équivalent : Humanitarian Indicator Registry

Code indicateur équivalent : P6-2

Troubles sociaux

Thématique : 2. Incidents de sécurité

Secteur : Protection

Source : ACLED

Pays disponibles : Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana

Variables à suivre : Arrestations ; Force excessive contre les manifestants ; Violence populaire ; Manifestation avec intervention des forces de l'ordre ; Manifestation violente

Note : Tensions internes/violences

Violences

Thématique : 2. Incidents de sécurité

Secteur : Protection

Source : ACLED

Pays disponibles : Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana

Variables à suivre : Enlèvement/disparition forcée ; Frappe aérienne/ par drone ; Affrontement armé ; Attaque ; Utilisation perturbée des armes ; Grenade ; Explosif à distance/mine terrestre/IED ; Attaque par obus/artillerie/missile ; Violence sexuelle en temps de guerre; Attaque suicide ; Pillage/destruction de biens

Note : Violence externe

Centres médicaux attaqués

Thématique : 3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux

de base

Secteur : Santé

Sources : Services nationaux de santé

Indicateur équivalent : Humanitarian Indicator Registry

Code indicateur équivalent : P2

Note : Pour cet indicateur, on s'intéresse au nombre de centres qui ont été ciblés, pour mieux comprendre l'évolution de la violence

Centres médicaux affectés

Thématique : 3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base

Secteur : Santé

Sources : Services nationaux de santé

Note : Pour cet indicateur, nous voudrions avoir une idée du nombre de centres qui ont vu diminuer leur activité pour des problèmes liés au conflit (c'est à dire : centres où le personnel a arrêté d'y aller ; manque de médicaments ; etc)

Écoles (non) fonctionnelles en raison de l'insécurité

Thématique : 3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base

Secteur : Éducation

Sources : BdD nationaux / évaluations EiE



OUTIL DE VEILLE MULTIRISQUES POUR LES PAYS CÔTIERS D'AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin - Côte d'Ivoire - Ghana - Togo
Au 31 juillet 2024



Merci de scanner pour les dernières mises à jour